

Communiqué de presse

Le Maroc face au défi des fragmentations mondiales

Par Ludovic Subran, Chef Economiste d'Allianz

- La croissance économique globale devrait atteindre 2.3% en 2020 et 2.8% en 2021
- La crise du Coronavirus, même si elle trouvait une rapide solution, pourrait déjà avoir déjà coûté -0.1pp de croissance à l'économie mondiale en 2020
- Le Maroc devrait croître à un rythme modéré de 2% en 2020 à cause de l'ensemble de ces incertitudes extérieures
- La consommation, malgré de faibles progrès en termes d'emplois, va rester résiliente (2.1% de croissance en 2020) grâce à une politique de soutien des ménages
- Réformes structurelles et programmes d'infrastructures vont continuer à se succéder à un rythme soutenu, confirmant et poursuivant les récents progrès en termes d'attractivité
- Bank al-Maghrib va continuer à bénéficier d'un bon niveau de crédibilité à l'extérieur tout en récoltant les bénéfices du Programme Intégré d'Appui et de Financement des Entreprises sur le plan intérieur

Casablanca, mardi 25 février 2020 : Allianz Maroc a organisé une rencontre presse à l'occasion de la visite de Ludovic Subran, Economiste en Chef du Groupe Allianz au Maroc en vue d'échanger autour des défis de développement du pays. Ci-après un récapitulatif des analyses partagées.

"L'économie mondiale a fait face à des défis majeurs en 2019 avec l'intensification du conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, la multiplication des foyers de tension liés aux revendications sociales et la mise en place de réglementations drastiques sur l'environnement qui ont très largement bouleversé le cycle industriel mondial. Dans les trois domaines, nous n'attendons pas d'amélioration sensible de la situation en 2020, tandis que vient s'ajouter en ce début d'année un élément d'incertitude fondamental lié au déclenchement de l'épidémie du Coronavirus. Dans ce contexte, où l'approche des élections américaines va également contribuer à accroître le niveau d'incertitude, nous attendons un niveau de croissance mesuré du

commerce international à 1.8% en 2020 contre 1.2% en 2019, ce qui signifie qu'il y a peu de chance de voir le commerce international contribuer positivement à la croissance Marocaine en 2020. La croissance mondiale quant à elle est aussi attendue à un niveau bas de 2.3% en 2020 contre 2.5% en 2019. Nous calculons que les effets de demande, liés à l'affaiblissement de l'économie Chinoise, et que les effets d'offre, liés à la perturbation des chaînes globales de production, pourraient d'ores-et-déjà avoir coûté -0.1pp de croissance à l'économie mondiale en 2020.

Après une année décevante en 2019 en raison des sous-performances du secteur agricole, l'économie Marocaine va continuer à faire face à des difficultés en 2020 qui seront essentiellement liées à des facteurs extérieurs. Face aux difficultés de ses principaux partenaires économiques (la croissance de la zone euro est attendue à 0.9% en 2020, celle de la France à 1% et celle de l'Allemagne à 0.5%), le Maroc va devoir compter sur ses propres forces pour atteindre également un rythme modéré de croissance en 2020 de 2% en comparaison à 2.4% en 2019. Sur le plan budgétaire, le gouvernement devrait donner la priorité aux dépenses liées à l'éducation (+72.4 milliards de Dirhams), à la santé (+18.6 milliards), aux infrastructures et au soutien du pouvoir d'achat des ménages (+6 milliards d'augmentation pour les salaires du public et +26 milliards d'aides aux catégories sociales défavorisées). Le déficit public devrait se maintenir aux alentours de 3.5% du PIB en 2020. Ces orientations budgétaires plus inclusives, couplées à un environnement économique où l'inflation va rester à un niveau faible (1.1% pour l'indice des prix à la consommation), vont soutenir la consommation des ménages, qui va être résiliente à 2.1% en 2020. **« Les récentes orientations budgétaires de l'Etat, au-delà du soutien de la demande à court-terme, vont contribuer à pérenniser les réformes structurelles sur le long-terme », selon Ludovic Subran, Chef Economiste d'Allianz.**

Cette politique de soutien à la demande orientée sur le court terme, va être accompagnée par des mesures ayant pour objectif le long-terme, avec de nouveaux programmes ambitieux d'infrastructure et la poursuite des réformes structurelles. Ces dernières prennent la forme d'incitations à la déclaration des actifs détenus au niveau domestique et étranger dans un souci constant d'élargir l'assiette fiscale. Elles concernent aussi des initiatives pour faciliter le commerce transfrontalier à l'aide de systèmes de paiement électronique, la facilitation des procédures pour obtenir des permis de construction, la généralisation de l'accès à l'électricité, le renforcement de la protection des actionnaires minoritaires, le renforcement des procédures permettant l'exécution des contrats. Le Maroc a ainsi progressé de 7 places entre 2018 et 2019 au sein du classement Ease of Doing Business de la Banque Mondiale pour atteindre la 53e position mondiale.

L'accès au crédit reste un des éléments faibles de ce classement. Néanmoins, le Maroc bénéficie d'un bon niveau de crédibilité du point de vue de l'orientation de sa politique monétaire. L'élargissement des bandes de fluctuation du Dirham Marocain à partir de Janvier 2018 a été un succès dans le sens où cette monnaie a été stable depuis le changement du régime de change malgré un contexte international de haute incertitude. Un contexte d'inflation basse a donné l'occasion à Bank al-Maghrib d'assouplir sa politique monétaire en Février 2020, non pas à travers une baisse du taux directeur, mais via une initiative coordonnée entre le gouvernement, les banques et Bank-al-Maghrib. Ce Programme Intégré d'Appui et de Financement des Entreprises prévoit un refinancement préférentiel à 1.25% (contre 2.25% pour le taux officiel directeur) pour les banques participant à ce programme (sur la base de 6 milliards de DH disponibles sur trois ans), c'est-à-dire s'engageant à ne pas dépasser un seuil de 2% dans les prêts qu'elles accordent aux petites et moyennes entreprises ou un seuil de 1.75% pour des

prêts accordés au monde rural. « **La politique monétaire marocaine, via des actions ciblées sur les petits acteurs économiques, va se montrer plus inclusive sur le plan intérieur, sans sacrifier les enjeux liés à sa crédibilité sur le plan extérieur** », ajoute Ludovic Subran. »

Pour plus d'informations, contacter :

Meryem Hammouch - Allianz Maroc - 05 22 42 14 27- meryem.hammouch@allianz.com

A propos de Ludovic Subran

Ludovic dirige la recherche économique chez Allianz SE et Euler Hermes. Cette équipe unique fait le pont entre la recherche de pointe sur les pays, les secteurs, les marchés de capitaux et les tendances pour fournir à aux clients et partenaires les meilleures analyses.

Avant de rejoindre Allianz, Ludovic a travaillé pour le compte d'institutions prestigieuses telles que le ministère français des Finances, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Ludovic enseigne également l'économie à HEC Business School. Il est classé dans le top 100 des leaders français de demain.

A propos d'Allianz

Le Groupe Allianz est l'un des plus grands assureurs et gestionnaires de fonds au monde avec plus de 100 millions de clients particuliers et entreprises dans plus de 70 pays. Les clients d'Allianz bénéficient d'une large gamme de services d'assurance aux particuliers et aux entreprises, allant du dommage à la santé, à l'assurance-crédit et aux programmes d'assurance internationaux. Comptant parmi les plus grands investisseurs à l'échelle internationale, le Groupe Allianz gère un portefeuille d'investissement de 754 milliards d'euros pour le compte de ses clients tandis que ses filiales gestionnaires de fonds Allianz Global Investors et PIMCO gèrent un portefeuille additionnel de 1,7 trillions d'euros d'actifs pour le compte de tiers. Grâce à son intégration systématique de critères écologiques et sociétaux dans nos processus d'affaires et ses décisions d'investissement, Allianz détient la position de leader parmi les assureurs dans le Dow Jones Sustainability Index. En 2019, plus de 147 000 collaborateurs ont contribué à réaliser un chiffre d'affaires de 142 milliards d'euros et un bénéfice opérationnel de 11,9 milliards d'euros.

Allianz en Afrique

En Afrique, Allianz est présent dans 12 pays et accompagne ses clients dans 40 marchés. Ses 1 500 employés ont réalisé un chiffre d'affaires de 588 millions d'euros en 2018, toutes entités confondues. Allianz est le fournisseur de micro-assurance pour 500 000 familles et individuels à faible revenu en Afrique.

These assessments are, as always, subject to the disclaimer provided below.

FORWARD-LOOKING STATEMENTS

The statements contained herein may include prospects, statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties. Actual results, performance or events may differ materially from those expressed or implied in such forward-looking statements.

Such deviations may arise due to, without limitation, (i) changes of the general economic conditions and competitive situation, particularly in the Allianz Group's core business and core markets, (ii) performance of financial markets (particularly market volatility, liquidity and credit events), (iii) frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes, and the development of loss expenses, (iv) mortality and morbidity levels and trends, (v) persistency levels, (vi) particularly in the banking business, the extent of credit defaults, (vii) interest rate levels, (viii) currency exchange rates including the EUR/USD exchange rate, (ix) changes in laws and regulations, including tax regulations, (x) the impact of acquisitions, including related integration issues, and reorganization measures, and (xi) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences.

NO DUTY TO UPDATE

The company assumes no obligation to update any information or forward-looking statement contained herein, save for any information required to be disclosed by law.